

# L'ÉCO

## de la semaine

03 au 09 Février 2024

 | 

*Sponsors Officiels*

   

*Sponsors Gold*

    

*Sponsors Silver*

    

  

*Partenaires*

     

# SOMMAIRE

Consommation : L'importation de riz diminue .....	2
Emploi – marchés publics : La construction de route en pavé assurée par les jeunes .....	2
Foire Internationale de l'Artisanat : Des artisans malgaches sont partis en Inde .....	3
Développement numérique : Formation gratuite certifiante offerte par ArkUp .....	3
Industrialisation: Le MIC et le Sim collaborent .....	4
Revue du FMI : La Jirama et les prix du carburant suivis de près .....	4
Environnement : La combustion d'énergies fossiles à éradiquer progressivement d'ici 2050 .....	5
Prévision de la Banque Mondiale : Le taux d'inflation à 7,7% .....	5
Mahajanga -Nosy-Be : Réouverture d'une liaison aérienne directe .....	5
Industrie sucrière : L'usine SUCOCOMA Ambilobe sous menace d'inondation .....	6
Une main tendue après la tempête: la Star s'engage dans les efforts de reconstruction .....	6
Cacao de Madagascar : Des défis environnementaux face aux règles européennes .....	7
Développement local : Deux complexes de pêche à Maintirano .....	7
Rio Tinto QMM : 100 millions de dollars de contributions sociales sur 25 ans. ....	8
Volobe amont : Préparation du projet hydroélectrique sur la bonne voie .....	9
Reverdissement national : Forte implication du secteur privé .....	10
Varuna Biodiversité: « Baobabs at Dawn » de David Mahasetra remporte le premier prix .....	10
Exportation : L'UE relève le taux de nicotine dans la vanille .....	11
Lutte contre l'inflation : Décisions attendues de la Banque centrale .....	11
Secteur minier : La réouverture de Base Toliara de nouveau sur le tapis .....	12
Madagascar – Suisse: pour l'amélioration du secteur ferroviaire .....	12
Madagascar – Pnud: Revue du Programme Pays .....	12
Indicateurs majeurs : Une réserve en devises plutôt confortable .....	13
Parité monétaire : L'euro limite la casse, le dollar stagne .....	13
Formation en pisciculture : Un engouement manifeste à Imorona, région Analanjirofo .....	13
Commerce et distribution : Grand retour des boissons Coca-cola sur le marché malgache .....	14
Commerce international : Les huiles essentielles malgaches séduisent les Japonais .....	14
Secteur de l'Artisanat : Affichage d'une liste des produits autorisés à l'exportation .....	15
Madagascar – Egypte: pour l'industrialisation à Madagascar .....	15
Élevage : La filière bovine menacée de disparition si des solutions ne sont pas mises en œuvre .....	16
Solutions énergétiques durables: renforcer le rôle du secteur privé .....	16

## Consommation : L'importation de riz diminue

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 03 FÉVRIER 2024

**D'après le dernier bulletin mensuel publié par l'Observatoire du riz, les importations de riz ont connu un net recul pour les onze premiers mois de 2023.**

Spectaculaire. Les importations de riz ont reculé pour l'année 2023, bien qu'il s'agisse de chiffres provisoires dressés pour les onze premiers mois de l'année passée, cela démontre une tendance au ralenti en ce qui concerne l'importation de cette céréale.



Les chiffres de l'Observatoire du riz (ODR) dans son dernier bulletin mensuel font état d'une baisse de 46,61% par rapport à ceux de 2022. « Entre janvier et novembre 2023, le pays a importé environ 384 021 tonnes de riz d'après l'Institut national des statistiques. Ce chiffre représente déjà une baisse de 43,61% par rapport à la même période en 2022. Par ailleurs, les importations de riz entre juillet et novembre 2023 ont été évaluées à 114 407 tonnes. Une quantité cumulée avec d'autres importations de riz dans les mois à venir devra assurer l'approvisionnement en riz durant la période de soudure 2023-2024», peut-on lire dans ce document de l'ODR. Ce sont les mois de mai, avril, juillet et novembre qui comptent le moins d'importations si l'on se réfère aux statistiques. En novembre 2023, les importations

de riz ont touché leur niveau le plus bas par rapport aux années précédentes et ce, depuis 2020. Le moins que l'on puisse dire c'est que l'année dernière a présenté une tendance à la décélération des importations.

### Optimale

Les statistiques fournies par l'Instat ont montré qu'au mois de novembre, les importations se sont chiffrées à 12 562 tonnes, il s'agit d'une « baisse de 83% par rapport à la même période de l'année précédente (2022, Ndlr) et encore, c'est l'importation la plus basse du mois de novembre sur les quatre dernières années », fait-on savoir. D'après certaines explications, l'augmentation de la production locale de riz y est pour quelque-chose. « La récolte pendant la campagne de riz 2022-2023 a été bonne. La production a accusé une hausse de 8 à 9% pendant cette campagne. Cela a renforcé la disponibilité du riz local sur le marché, réduisant ainsi la dépendance à l'égard des importations étrangères. Cette abondance a également été soutenue par des mesures de contrôle et de stabilisation des prix intérieurs, visant à rassurer les consommateurs face aux tendances inflationnistes », indique-t-on. Pour un suivi optimal de cette céréale de base pour des millions de ménages malgaches, les marchés locaux sont surveillés de près pour prévenir toutes sortes d'abus sur les prix du riz actuellement, car un suivi régulier assure généralement une stabilité des prix et l'utilisation optimale des circuits d'approvisionnement de cette céréale. Néanmoins, à l'échelle internationale, le commerce du riz ralentit. Cela s'explique par la réduction des importations chinoises ainsi que la hausse de la production pour certains pays, notamment des pays africains. De plus, la décision de l'Inde de suspendre les exportations du riz non basmati, qui constituent quand même 11% des exportations mondiales, n'a pas manqué de freiner le commerce de cette céréale. Toutefois, la baisse des exportations indiennes est déjà compensée par les exportations thaïlandaises et vietnamiennes qui sont soutenues.

## Emploi – marchés publics : La construction de route en pavé assurée par les jeunes

MIORA RAHARISOLO | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 03 FÉVRIER 2024

Opportunités et création d'emplois pour les jeunes. Pour atteindre l'objectif fixé par l'État dans sa politique générale, le ministère de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle (METFP) a lancé hier une formation sur les travaux de pierre à Antohibe, Ambohidratrimo. De nombreux jeunes bénéficieront de cette initiative, visant principalement à offrir des opportunités d'emploi. À cet effet, une collaboration étroite avec le ministère des Travaux publics est prévue dans un futur proche. Ces jeunes seront chargés de la production des pavés destinés à la construction de routes pavées dans tous les districts. Une formation de qualité et certifiée sera dispensée à ces jeunes pour assurer leur efficacité sur le marché du travail. Outre la possibilité pour ces derniers d'obtenir un emploi décent pour leur avenir, le METFP confirme son engagement envers eux en leur offrant cette belle opportunité. La ministre souligne que « Les marchés publics nécessitant des pavés seront prioritairement attribués à ces jeunes formés ». Il est également important de noter que l'attrait pour cette



activité augmente, en particulier dans cette carrière où les pierres s'accumulent. Le maire d'Ambohidratrimo a annoncé que sept mille personnes gagnent leur vie en travaillant les pierres dans cette région, soit une centaine de familles. Hier, quarante jeunes ont reçu leurs certificats de formation aux travaux de pierre.

# Foire Internationale de l'Artisanat : Des artisans malgaches sont partis en Inde

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 03 FÉVRIER 2024

**La 37e édition de la Foire Internationale de l'Artisanat intitulée « Surajkund-Mela » se tient depuis hier à Faridabad, Haryana en Inde.**

Il s'agit d'un plus grand événement dédié au secteur de l'artisanat dans le monde. L'objectif consiste à mettre en valeur ce secteur pourvoyeur d'emplois et de devises tout en maintenant vivante la culture traditionnelle et classique du métier à tisser. Des artisans malgaches représentant diverses régions sont ainsi partis en Inde pour participer à cette manifestation économique qui durera jusqu'au 18 février 2024. Elles auront l'occasion de faire connaître le savoir-faire malgache dans le domaine de l'artisanat ainsi que les objets artisanaux faisant l'identité emblématique de Madagascar sur le plan international.



## Tisser des liens de partenariat

Dans la même foulée, ces artisans malgaches auront l'opportunité de tisser des liens de partenariat avec d'autres artisans provenant des autres pays participants ainsi que des acheteurs potentiels internationaux. C'est ce qu'on a appris lors de la rencontre entre cette délégation malgache qui va participer à cette Foire Internationale de l'Artisanat intitulée « Surajkund-Mela » et le directeur de Cabinet du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Diana Rasoanaivo, avant son

départ pour l'Inde. Des échanges fructueux visant à assurer la promotion du secteur de l'artisanat ont également eu lieu entre les deux parties, à cette occasion. Il est à noter que lors de la précédente édition de cette manifestation économique, le pays indien a pu attirer plus de 1,3 millions de visiteurs aussi bien nationaux qu'internationaux. Cela devient un rendez-vous incontournable pour tous les amateurs et les professionnels oeuvrant dans ce secteur porteur qui viennent des quatre coins du monde.

## Secteurs interdépendants

Par ailleurs, cette participation de la délégation malgache à la foire internationale de l'Artisanat en Inde contribue en même temps à la promotion de la destination de Madagascar. En effet, d'aucuns reconnaissent que l'artisanat et le tourisme sont deux secteurs interdépendants. Etre un secteur à la fois pourvoyeur de devises à la nation mais aussi générateur d'emplois constitue ses points communs. Il est à rappeler que le ministère en charge du Tourisme et de l'Artisanat ne ménage pas ses efforts de se rapprocher davantage des artisans afin d'identifier les contraintes liées au développement de leurs activités tout en apportant des solutions y afférentes. Parmi les actions à réaliser par ce département ministériel en 100 jours, le recensement et la formalisation de tous les acteurs qui opèrent dans le domaine de l'artisanat constituent une des priorités. Et à la suite de la demande des artisans, des séances de formation surtout en matière de qualité seront organisées prochainement, sans oublier la mise en place d'une centrale d'achat des matières premières. Ensuite, toutes les parties prenantes sont mobilisées pour la tenue de la première édition du salon International Handicraft Fair of Madagascar en juin prochain. Il s'agit d'un événement de grande envergure permettant de rassembler les artisans et les acheteurs potentiels internationaux en vue de valoriser leur savoir-faire et de créer un débouché à leurs produits.

# Développement numérique : Formation gratuite certifiante offerte par ArkUp Academy et Google Cloud

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 03 FÉVRIER 2024

**Bien que Madagascar dispose d'une forte potentialité dans les métiers du numérique, des défis majeurs persistent dans le développement du savoir-faire et du progrès technique. L'ArkUp Academy figure parmi les acteurs qui œuvrent sur cette voie.**

Une formation gratuite et certifiante sur le Cloud Computing à 200 étudiants et 50 enseignants. C'est ce que l'ArkUp Academy de l'Océan Indien, un établissement de formation et de certification professionnelle de premier plan dans le domaine du numérique, va offrir, grâce à son partenariat avec Google Cloud. Cette initiative novatrice s'adresse spécifiquement aux grandes écoles malgaches telles que l'ENI, l'ISPM, l'IT University, l'ESSA et l'ISCAM. La formation, d'une durée de 6 mois, débutera ce mois-ci et son lancement officiel a eu lieu aujourd'hui, Lundi 29 Janvier, à Esanandro au Trade Tower Ivandry. Les modules de formation couvriront plusieurs aspects du Cloud Computing, notamment le « Cloud Digital Leader » pour

une vision stratégique, l'« Associate Cloud Engineer » pour les compétences techniques fondamentales et le « Cloud Data Analyst » axé sur l'analyse de données. Cette offre de formation vise à répondre à une demande croissante sur le marché de l'IT où 76% des professionnels signalent un manque de compétences en Cloud. Avec une augmentation de 40% des offres d'emploi requérant des compétences en Cloud, cette collaboration entre ArkUp Academy et Google Cloud répond à un besoin crucial du marché.

## Standard de Google

Les étudiants des grandes écoles malgaches sélectionnées auront ainsi l'opportunité de se former et de se certifier selon les standards de Google Cloud. Dans un environnement technologique en perpétuelle évolution, il est impératif pour les étudiants de se préparer aux métiers de demain et d'optimiser leur employabilité sur le marché du travail. L'ArkUp Academy de l'Océan Indien, intégrée au groupe ArkUp, jouit d'une réputation d'excellence dans le domaine

de la digitalisation. Elle se réjouit de former des étudiants de haut niveau et de collaborer avec les secteurs public et privé pour introduire des domaines innovants reconnus à l'échelle internationale. Ce partenariat entre Google, ArkUp et les grandes écoles promet un programme durable à long terme, avec des cohortes annuelles variées pour répondre aux besoins croissants du marché. Il illustre comment les grandes entreprises peuvent s'associer avec des institutions de formation pour dispenser des compétences de pointe à la population. Pour les grandes écoles, cette collaboration

renforcera leur capacité à répondre aux exigences du marché, à tisser des liens plus étroits avec les entreprises et à améliorer l'employabilité de leurs étudiants. En offrant une compétence de plus en plus recherchée sur le marché international, ce partenariat vise à préparer les étudiants malgaches à un avenir professionnel enrichissant. ArkUp Academy et Google Cloud sont enthousiastes à l'idée de lancer ce programme et espèrent que cette initiative inspirera d'autres entreprises à suivre cet exemple édifiant en Afrique.

## Industrialisation: Le MIC et le Sim collaborent

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 03 FÉVRIER 2024

L'industrie devrait être un catalyseur de développement et de croissance économique à Madagascar. Et autant dire que le Syndicat des industries de Madagascar (Sim) et le ministère de l'Industrie et du commerce (MIC), partagent cette même vision. Ils ont annoncé leur collaboration pour la mise en œuvre de programmes de développement durable pour l'industrie, jeudi, à Ambohidahy. «Nous sommes optimistes quant aux résultats de cette coopération, dans

le cadre du développement industriel à Madagascar», a indiqué le président du Sim, Tiana Rasamimanana.

Pour sa part, le ministre de l'Industrie et du commerce, Edgard Razafindravahy, n'a pas manqué de lancer un appel à partenariat à l'endroit des groupements des industries malgaches pour la réalisation du projet one district, one factory (OdoF).

## Revue du FMI : La Jirama et les prix du carburant suivis de près

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 05 FÉVRIER 2024

**La mission de revue du Fonds monétaire international (FMI) a rencontré l'équipe du ministère de l'Énergie et des hydrocarbures. Les sujets brûlants du redressement de la Jirama et des prix à la pompe de carburant figuraient inévitablement à l'ordre du jour.**

Tout sauf une surprise. Les émissaires du Fonds monétaire international, FMI, avec à leur tête Frédéric Lambert, ont évoqué deux sujets « inflammables » avec les techniciens du ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, MEH. Les discussions entre les deux parties ont tourné autour de la gestion toujours délicate de la Jirama, l'électrification rurale et le secteur pétrolier aval. Deux volets à trois thèmes interdépendants. Par le lourd passif, l'écart par litre vendu entre les prix réels et affichés du carburant, que l'État doit aux pétroliers, s'ajoutent les dettes tout aussi imposantes de la Jirama envers ces mêmes pétroliers. S'y intercale cette volonté de développer un réseau d'électrification à travers le pays par le recours aux panneaux solaires et autres sources renouvelables. La fameuse théorie de la transition énergétique pour faire du pays des villes de lumières. Le sauvetage financier de la Jirama et les prix « sociaux » du carburant selon les analyses pointues du FMI, constituent des risques budgétaires élevés pour Madagascar. Il est proposé de revenir à la vérité des prix à la pompe et prévoir des mesures y afférentes pour amortir le choc pétrolier à venir. Au lieu d'engraisser les pétroliers par au moins 300 milliards d'ariary.

### Mesures

Comme piqures de rappel, parmi les mesures préalables et les repères structurels de la Facilité élargie de crédit de décembre 2022 au mois de mars, « l'État devait, entre autres, déjà finaliser et approuver vers la fin de 2022 le nouveau business plan de la Jirama. Les autorités malgaches se sont aussi engagées à installer des compteurs prépayés d'électricité dans toutes les administrations publiques à la



fin du mois de décembre de 2023. L'État s'est aussi engagé à mettre en œuvre un mécanisme automatique de fixation des prix du carburants, avant le mois de mars 2024 ». Il reste aussi à juguler cette envolée inflationniste latente. Les décisions du Comité monétaire de la Banque centrale dans le courant de cette semaine seront suivies avec intérêt par le milieu économique et financier. Les dernières en date, le 7 novembre, ont déduit que lors de sa réunion trimestrielle de revue de la politique monétaire tenue ce jour, le Comité monétaire de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM) a décidé de maintenir les taux des facilités permanentes à leur niveau actuel : le taux des facilités de dépôt à 9,00% ; et le taux des facilités de prêt marginal à 11,00%. Les mesures restrictives de politique monétaire prises par BFM au cours des précédents trimestres ont commencé à avoir leurs impacts sur l'évolution des prix. L'inflation a considérablement ralenti ces derniers mois et BFM prévoit encore une poursuite de sa décélération. Toutefois, le contexte actuel ne milite pas en faveur d'un assouplissement des conditions monétaires. Au niveau national, l'inflation demeure à un niveau élevé. Sur le plan international, les incertitudes en relation avec les conflits en Ukraine et au Moyen-Orient pourraient encore avoir des incidences sur

les prix locaux. Les prochains mois seront donc consacrés à l'observation et à l'évaluation des effets des dispositions de politique monétaire précédemment mises en œuvre. BFM considère ainsi qu'il n'est pas encore opportun de relâcher les efforts menés, depuis le mois d'août 2021, pour assurer

la stabilisation de l'ariary et ramener l'inflation à son niveau avant la crise de Covid-19. L'Institution reste vigilante quant aux éventuels changements dans les facteurs pouvant influencer les prix et ajustera ses instruments en cas de déviation importante par rapport aux prévisions.

## Environnement : La combustion d'énergies fossiles à éradiquer progressivement d'ici 2050

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 05 FÉVRIER 2024

Mesures drastiques ! La Grande île s'engage aux côtés de la communauté internationale dans l'action climatique. L'on s'est accordé à limiter le réchauffement climatique à son niveau d'avant l'ère industrielle. Ainsi, les participants à la 28e édition de la Conférence des parties sur le climat, à Dubai, se sont accordés sur le fait que les énergies fossiles de la planète se tarissent. Un autre fait également, leur exploitation à outrance, depuis le début de la seconde révolution industrielle, a fait monter la température de la planète d'un cran. Un accord pour réduire significativement, sinon à néant, le recours à la combustion fossile a alors été signé par les parties prenantes, dont Madagascar, lors de la Cop 28. Une grande partie du CO2 émis par l'homme provient de la combustion des énergies fossiles. Étant une des principales victimes du changement climatique à l'échelle mondiale, la Grande île a décidé d'avancer dans la mise en œuvre de ce plan d'action avec différents pays dans l'optique d'accélérer et de renforcer sa résilience ainsi que ses actions d'adaptation. «Les énergies

fossiles comme le charbon, le pétrole et le gaz sont les principales responsables du changement climatique. Utilisées principalement dans les bâtiments, le transport et l'industrie, ces énergies fossiles émettent du CO2 lors de la combustion. Elles représentent environ 80 % de l'énergie consommée dans le monde», expliquent le dernier rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), un groupement de scientifiques qui scrute de près l'évolution du réchauffement climatique et propose des actions à suivre pour limiter les effets du changement climatique. L'on prévient même de l'imminence de la catastrophe sans une décision prise dans les plus brefs délais. «Sans une réduction immédiate et radicale des émissions dans tous les secteurs, il sera impossible de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré», prévient-on. Actuellement, la Grande île fait partie des pays qui polluent le moins en termes de CO2, raison pour laquelle le pays plaide pour l'accès au financement climatique.

## Prévision de la Banque Mondiale : Le taux d'inflation à 7,7%

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 05 FÉVRIER 2024

Le début de la seconde mandature présidentielle, placé sous les considérations économiques. Des membres du gouvernement ont présenté à Anosy devant des responsables de la Banque mondiale, conduits par Atou Seck, le directeur des opérations pour Madagascar, les grandes orientations économiques. Sur les grands équilibres macro-économiques, des prévisions ont été énoncées. « Malgré les différentes tensions au niveau mondial (guerres en Ukraine, et en Israël, conflits dans la mer rouge...), le taux de l'inflation ne devra pas dépasser les 7,7% pour cette année 2024. L'objectif est d'atteindre un taux de croissance économique de 4,5% pour 2024 et de 5% en 2025 avec un accroissement continu après 2025 », rapporte le site officiel. Les ministres présents ont rappelé les pierres angulaires de la stratégie économique suivant les lignes directrices tracées par le Programme

général de l'État. « L'objectif étant de diminuer autant que possible l'importation des produits de première nécessité qui fragilise notre réserve en devises. Il faut encourager la production locale de ces produits favorisant ainsi la création d'emplois. La gestion efficace de nos ressources financières provenant des exportations nous permettra de stabiliser la valeur de l'ariary face aux différentes devises. Nous devons donner une importance particulière à la filière aurifère qui nous permettra de renflouer nos réserves en devises à très court terme. L'amélioration du code minier incitera les investissements et contribuera à la stabilisation de l'ariary dans les deux à trois ans à venir. Le nouveau code des investissements est un signal fort pour inciter les investisseurs locaux et étrangers à intervenir dans différents secteurs de production ».

## Mahajanga –Nosy-Be : Réouverture d'une liaison aérienne directe

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 05 FÉVRIER 2024

**La compagnie aérienne nationale Madagascar Airlines et l'Office Régional du Tourisme de Boeny ont travaillé en partenariat en vue de reprendre la liaison aérienne directe entre Mahajanga et Nosy-Be.**

Le premier vol a eu lieu hier vers 16h50 au départ de l'aéroport de Mahajanga à destination de Nosy-Be. « Il s'agit d'une réouverture de la liaison aérienne entre les deux villes puisque la compagnie Madagascar Airlines avait déjà opéré des vols directs avant la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 dans le pays. Cela fait suite à une demande

effectuée par l'Office Régional du Tourisme de Boeny (ORTB) depuis un certain temps auprès de la compagnie», a fait savoir le directeur exécutif de cet Office Régional du Tourisme, Andriatahiana Mahafahana. « Pour l'heure, Madagascar Airlines a programmé un vol hebdomadaire, tous les dimanches, pour assurer la desserte entre les deux villes touristiques du pays, et ce, jusqu'à la fin du mois de mars de cette année. Ce qui permettra d'augmenter le nombre de touristes internationaux choisissant la destination Boeny étant donné que de nombreuses compagnies aériennes

opèrent des vols directs sur Nosy-Be. Nous prévoyons ainsi de relier les deux destinations afin que ces touristes puissent prolonger leurs séjours à Madagascar », a-t-il poursuivi.



### Épidémie de choléra

Force est de reconnaître que la forte dégradation de la Route Nationale No 4 (RN4) reliant Antananarivo et Mahajanga et de la Route Nationale No 6 (RN6) constitue une des contraintes ne permettant pas d'attirer plus de voyageurs à visiter la destination régionale. « Raison pour laquelle, il serait préférable de développer cette liaison aérienne afin de faciliter l'accessibilité de la région Boeny. A part cela, nous enregistrons actuellement deux vols internationaux qui desservent Mahajanga par le biais de Mayotte. C'est la compagnie aérienne Ewa Air qui assure entre autres la desserte entre les deux destinations, et ce, avec une fréquence de quatre à six vols par semaine. La compagnie Air Corsair effectue également des vols au départ de Paris en faisant escale à Mayotte pour arriver à

destination de Mahajanga. Mais compte tenu de la présence de l'épidémie de choléra aux Comores qui a été déclarée officiellement par les autorités locales, la liaison aérienne et maritime entre Mayotte et Mahajanga est pour l'heure suspendue pour une durée de 15 jours. Ce qui évitera une éventuelle propagation de cette maladie dans la cité des Fleurs », a évoqué le directeur Exécutif de l'ORTB.

### Nombreux circuits touristiques

Et lui de préciser que ce sont les Mahorais et les Métropolitains qui viennent à Mahajanga. « Des touristes anglophones et francophones choisissent également la destination Boeny grâce au développement du tourisme de croisière. Nous avons enregistré neuf bateaux de croisière depuis l'ouverture de la saison. On peut ainsi dire que la relance du secteur du tourisme est bel et bien effective depuis l'année dernière dans notre région. Avec la réouverture de cette liaison directe entre Mahajanga et Nosy-Be, on espère encore une hausse du nombre d'arrivées touristiques dans la cité des Fleurs », a-t-il enchaîné. Mais qu'est-ce qui attire les touristes dans cette destination régionale. « Ce sont notamment les vacanciers qui y séjournent. Viennent ensuite les Mahorais et les autres touristes anglophones et francophones. De nombreux circuits touristiques leur sont proposés. On peut citer, entre autres, la visite de la grotte à Anjohibe, qui en est la plus grande à Madagascar et se trouve en 2e position au niveau de l'Afrique. Le cirque rouge, le lac sacré, le phare de Katsepy, les parcs nationaux tels qu'Ankarafantsika et Baie de Baly permettant d'observer des flamants roses ainsi que la station balnéaire d'Antsanitia constituent également des produits phares permettant d'attirer les touristes », a conclu le directeur exécutif de l'ORTB.

## Industrie sucrière : L'usine SUCOCOMA Ambilobe sous menace d'inondation

ANTSA R. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 05 FÉVRIER 2024

Une menace sérieuse plane sur l'usine SUCOCOMA Ambilobe, dans la région Diana, suite à la formation d'une brèche sur la digue d'Ambodizavy, située dans le fokontany de Sirama, commune d'Ankaratra Ambilobe. Cette digue, qui a protégé la zone environnante de l'industrie du fleuve de Mahavavy pendant des décennies, présente désormais un risque imminent pour l'usine. La rupture partielle de la digue suscite de vives inquiétudes quant à d'éventuels dégâts catastrophiques qui pourraient frapper l'usine SUCOCOMA Ambilobe. Les conséquences d'une telle catastrophe dépasseraient largement les frontières de la région Diana, affectant l'économie locale ainsi que l'ensemble du marché du sucre à Madagascar. Les autorités locales ont déjà pris des mesures d'urgence en collaboration avec la société

SUCOMA et les communautés locales. Ensemble, ils ont érigé un barrage provisoire à l'aide de sacs remplis de terre pour contenir la menace. Cependant, malgré ces efforts, les risques demeurent élevés en raison du fort courant d'eau qui persiste sur le fleuve Mahavavy. Face à cette situation critique, les acteurs locaux appellent à une intervention urgente de l'État pour faire face à la menace imminente d'inondation. Un soutien supplémentaire est nécessaire pour renforcer les mesures de protection et prévenir tout dommage majeur à l'usine SUCOCOMA Ambilobe et à son environnement. La situation exige une action rapide et coordonnée pour éviter une catastrophe économique et environnementale dans la région.

## Une main tendue après la tempête: la Star s'engage dans les efforts de reconstruction

ARH. | LES NOUVELLES | 05 FÉVRIER 2024

Suite au passage dévastateur de la tempête tropicale Alvaro, en début d'année et aux fortes pluies qui ont frappé l'île ces dernières semaines, Madagascar peine à se relever. Dans ce sens, la Star a décidé de s'impliquer activement dans les efforts de réhabilitation en offrant des matériaux essentiels pour la reconstruction de cinq écoles primaires publiques totalement dévastées dans la commune de Morombe, le 1er février en présence des chefs

Cisco, des représentants régionaux et de la Star. Seheny Randriambolamanana, directrice Communication de la Star, souligne que «ce geste est le reflet de notre engagement constant au mieux vivre ensemble et en faveur de la scolarisation des enfants». D'autres actions solidaires de dotation sont prévues dans les sites voisins de Manakara et Ihosy.

## Cacao de Madagascar : Des défis environnementaux face aux règles européennes

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 06 FÉVRIER 2024

**Depuis 2022, l'Union européenne a pris une mesure radicale pour lutter contre la déforestation en interdisant l'importation des produits issus de cette pratique destructrice. Le cacao et le chocolat de Madagascar n'échappent pas à cette règle.**

La semaine dernière, un atelier de travail essentiel s'est tenu sous l'égide de l'Organisation Internationale du Cacao (ICCO), focalisant l'attention sur le cacao et le chocolat importés par l'Europe. Cet atelier virtuel a vu la participation active des acteurs majeurs de la filière cacao, des planteurs aux exportateurs, en passant par les transformateurs et les importateurs de cacao du monde entier. Madagascar, représenté par ses planteurs, exportateurs, le Conseil National du Cacao (CNC) et le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, a pris part aux discussions.



Lors de l'événement, l'Union européenne a présenté le concept de « déforestation importée », mettant en garde contre les risques environnementaux liés à l'importation de cacao et de chocolat issus de la déforestation. Désormais,

l'exportation de ces produits vers l'Union européenne est soumise à des restrictions strictes, conditionnées par des preuves de traçabilité et de respect des normes environnementales. Les preuves pouvant justifier cette restriction incluent des images satellites, des documents de traçabilité, ainsi que des collaborations avec les services douaniers et d'autres pays. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du « Green deal » européen, visant à protéger l'environnement en limitant la déforestation, selon les explications.

### Cas de Madagascar.

Malgré les pratiques courantes de plantation de cacao sous ombrage à Madagascar, jugées respectueuses de l'environnement, des discussions sont en cours avec les autres pays pour évaluer les éventuels impacts de cette pratique. Les autorités malgaches cherchent à protéger les intérêts des planteurs et des opérateurs de la filière cacao, tout en évitant les risques de sanctions internationales. Par ailleurs, le prix du cacao auprès des planteurs malgaches a connu une hausse, reflétant une demande croissante sur le marché international, selon les informations du ministère. Les appuis présentés par l'Union européenne pour prévenir cette situation ont capté l'attention, soulignant les implications potentielles de cet accord sur les activités des planteurs et des opérateurs de la filière cacao. Les questions soulevées lors de l'atelier concernant l'accord d'interdiction d'importation en Europe de produits issus de la déforestation ont suscité de vives inquiétudes parmi les participants. La quête de solutions pour concilier impératifs environnementaux et économiques demeure au cœur des préoccupations, dans un contexte où la durabilité de la filière cacao de Madagascar est plus que jamais en jeu.

## Développement local : Deux complexes de pêche à Maintirano

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 06 FÉVRIER 2024

Deux nouveaux complexes de pêche ont été construits à Maintirano, dans la région Melaky, et visités par le ministre de la Pêche et de l'Économie bleue, Paubert Mahatante, le week-end dernier. Ces complexes, situés à Ambalahonko et à Ampasamandraro, marquent une étape majeure dans la promotion du développement de la filière de la pêche dans la région. Dotées de chambres froides, de hangars de marché, de salles de fabrication et d'entretien de pirogues, de salles de réunion, d'unités de production de glace et de bureaux, ces infrastructures offrent un environnement propice à l'essor de l'activité de pêche locale. Ce qui est remarquable, c'est l'approvisionnement en électricité assuré par un parc solaire intégré, témoignant de l'engagement en faveur de l'énergie propre et durable. Selon le ministère de la Pêche et de l'Économie bleue (MPEB), ces complexes seront gérés directement par les associations de petits pêcheurs, assurant ainsi une implication locale dans la gestion et l'exploitation de ces installations. Cette initiative s'inscrit dans une démarche plus large de soutien aux communautés locales et de développement économique régional. Elle



devrait permettre d'améliorer les conditions de travail des pêcheurs, de renforcer les infrastructures de la filière et de dynamiser l'économie locale. Les deux complexes de pêche à Maintirano représentent un investissement important dans le futur de la région Melaky et ouvrent de nouvelles perspectives pour le secteur de la pêche à Madagascar.

# Rio Tinto QMM : 100 millions de dollars de contributions sociales sur 25 ans.

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 06 FÉVRIER 2024

Gagnant-gagnant. Le partenariat entre l'Etat malgache et Rio Tinto QMM sur l'exploitation de l'ilménite de Tolagnaro passe à une nouvelle étape avec un nouvel accord qui a été ratifié en août 2023. Entre autres les engagements de Rio Tinto dans ce nouvel accord dont les retombées économiques sont énormes : des investissements sociaux qui se chiffrent à 100 millions de dollars sur les 25 années à venir. David-Alexandre Tremblay, le directeur exécutif de Rio Tinto nous en parle dans une interview.

## Qu'en est-il exactement du récent accord avec l'Etat malgache ?

Je commencerai par un petit historique. Afin de pouvoir développer l'exploitation de l'ilménite à Tolagnaro, une Convention d'établissement a été conclue en 1998 entre l'Etat malgache et Rio Tinto. Cette convention, ratifiée par l'Assemblée nationale malgache, fixe l'ensemble des règles légales applicables à QMM, y compris en matière fiscale et douanière. Elle prévoyait que le régime fiscal devait être rediscuté après 25 ans, ce qui nous emmenait à février 2023. Après de longs échanges fructueux et ouverts avec le gouvernement de Madagascar, un nouvel accord a été signé le 22 août 2023, ratifié par le Parlement et promulgué conformément à la loi. Ce nouvel accord comprend plusieurs points majeurs qui améliorent les retombées pour Madagascar tout en préservant la viabilité de QMM sur le long terme. D'abord, la hausse de la redevance à 2,5% et ensuite la modification de la politique de dividendes qui permet au gouvernement de Madagascar, et par extension, au peuple malgache, d'obtenir ces retombées financières dès maintenant. Le gouvernement s'est engagé à investir un montant égal à ce premier dividende (12 millions de dollars américains) dans le projet de réhabilitation de 109 km de la RN13. Rio Tinto participera également à ce projet à hauteur de 8 millions de dollars US selon des jalons et des délais prédéfinis. Cet investissement s'aligne avec le besoin de désenclaver Fort-Dauphin et stimuler son développement économique, incluant les activités portuaires. Nous nous sommes également engagés à effacer 77 millions de dollars d'avances faites au nom de l'État lors des recapitalisations. Un autre point important porte sur notre engagement à doubler nos contributions sociales volontaires à hauteur de 4 millions de dollars par an : ce sont plus de 100 millions de dollars sur les 25 prochaines années en faveur des communautés locales et de la région Anosy. L'accord comprend également des investissements majeurs en matière de reforestation, de protection de la biodiversité et de transition énergétique.

## Cela a mis du temps à se conclure, pourquoi ?

Les deux parties ont voulu explorer toutes les voies pour un partenariat gagnant-gagnant. Le gouvernement de Madagascar a légitimement souhaité accroître les retombées économiques et sociales de cette exploitation. De notre côté, compte tenu de la nature de nos opérations et de notre investissement, nous avons besoin d'un cadre qui nous permette d'opérer de manière stable et prévisible. Aujourd'hui, nous reconnaissons que cet accord apporte des conditions favorables que nous puissions envisager les investissements que nous avons prévus aussi bien dans l'exploitation elle-même, que pour nos contributions dans le développement économique et social de la région. Je crois que l'objectif d'un partenariat gagnant-gagnant a été atteint

de part et d'autre, et nous en sommes reconnaissants.

## L'Etat vous devait 77 millions USD, une dette à la place des dividendes ?

Rio Tinto a accepté d'annuler 77 millions de dollars d'avances faites au gouvernement de Madagascar pour soutenir le financement de QMM. L'État détiendra désormais 15% de portage gratuit de QMM et conservera son droit de vote de 20%, sans obligation de contribution au capital ni exposition à la dilution.



## Rio Tinto QMM parle beaucoup de mines durables, qu'en est-il exactement ?

Le groupe mondial RioTinto cherche à fournir les matériaux dont le monde a besoin de manière durable et responsable. Notre stratégie repose sur une vision, celle de laisser aux générations actuelles et futures un héritage durable bâti de manière indépendante de la mine. Cette démarche comprend trois piliers : la décarbonation, la minimisation de notre impact sur l'environnement, et le développement des communautés. Pour la décarbonation, nous visons à atteindre la neutralité carbone, c'est-à-dire que notre bilan de gaz à effet de serre doit être égal à zéro en minimisant leur génération et en compensant le reste par l'absorption des gaz à effet de serre via des projets de conservation de l'environnement. Nous minimisons aussi notre impact sur l'environnement et nous travaillons, par exemple, à mieux comprendre et réduire l'impact de nos opérations sur le milieu environnant. Enfin, et non des moindres, pour le développement des communautés, notre objectif est d'apporter une valeur durable à la fois à notre entreprise et aux communautés d'accueil, en soutenant les plans de développement régionaux et locaux et en investissant dans des initiatives de développement économique et régional en synergie avec d'autres partenaires pour parvenir à une croissance durable et indépendante de la mine.

## La décarbonation, c'est souvent perçu comme rien que du slogan...

C'est pourtant une touche qui singularise bien le groupe Rio Tinto dans le monde. Alors, nous avons développé un ambitieux programme d'énergies renouvelables et en 2023, 14 000 panneaux solaires sont installés et fonctionnent maintenant tandis que 19 éoliennes sont en cours d'installation. Il y a aussi notre programme de reforestation et de protection des forêts primaires. 691 ha de forêts ont été réhabilités depuis 2010, 2 136 ha sont reboisés en dehors du site minier, 100 hectares de mangroves sont plantés à Petriky et 100 hectares d'espèces indigènes dans le sud de la zone protégée de Tsitongambarika. Nous avons

aussi créé trois zones protégées, 430 ha à Mandena, 1 365 ha à Ambatoatsinanana à Sainte Luce et 300 ha à Petriky. Nous sommes une des premières compagnies minières au monde à avoir mis en place une aire protégée au sein de son périmètre minier. Enfin, nous finançons la préservation de plus de 6 000 hectares de zones de conservation, notamment 2 500 ha à Mahabo Analazaha à 300 km au nord de Taolagnaro et 4 000 hectares Bemangidy-Tsitongambarika à 70 km de Taolagnaro.

#### **Mais la pollution de l'eau est très décriée...**

QMM opère dans un milieu complexe. Nous comprenons l'importance de rétablir la confiance avec les communautés et d'accroître la transparence autour de nos opérations. Il est très peu connu mais l'ensemble de notre procédé d'extraction n'utilise pas de produits chimiques. Ces dernières années, nous avons déployé beaucoup d'efforts pour répondre à ces préoccupations. Par exemple, nous avons mené et publié les résultats d'une étude complète et indépendante sur la radiation qui confirme que nos opérations sont sécuritaires sur ce point. Nous avons également développé une stratégie de gestion de l'eau afin d'améliorer notre performance. En ce sens, nous avons investi 13 millions de dollars pour la construction d'une usine de traitement des eaux de procédé innovateur. Nous engageons également le dialogue avec nos communautés pour gérer et effectuer un suivi de l'eau dans notre environnement de manière collaborative et enfin de partager les informations sur nos pratiques et notre performance en matière de gestion de l'eau. D'ailleurs, notre premier rapport sur l'eau couvrant 2021 à 2023 a été publié en décembre dernier.

#### **La communauté semble insatisfaite de vos contributions, avez-vous prévu une action à cet effet?**

Nous en sommes conscients. C'est la raison pour laquelle nous avons doublé nos contributions sociales volontaires annuelles dans l'accord conclu avec l'Etat. Soit, encore une fois, 4 millions de dollars par an sur les 25 prochaines années. Ils seront consacrés à des projets communautaires et régionaux élaborés de manière conjointe avec les communautés. Dans le passé récent, nous avons contribué à hauteur de 2 millions de dollars aux urgences dans le Sud, nous avons octroyé 220 bourses d'études pour les élèves à Taolagnaro dans le cadre du programme RISE+. Nous aidons les communautés dans des projets AGR tels la pisciculture, les projets mangroves à Petriky, et les trois nouvelles aires protégées par une gestion durable de ces ressources. Je dois aussi mentionner qu'avec la nouvelle centrale solaire

et éolienne, nous serons en mesure de fournir une énergie plus propre et renouvelable à près de 80 000 habitants de Fort-Dauphin et des alentours. Il s'agit d'une contribution qui nous tient particulièrement à cœur.

#### **Les projets d'électricité solaire et éolienne, que peut-on en attendre ?**

C'est le fruit d'un partenariat réussi avec le gouvernement de Madagascar. Il s'agit ici du plus grand parc solaire dans le Sud et du premier parc éolien de la Grande île. Nous avons mis en service en 2023 une centrale solaire de 8 MW et elle connaîtra bientôt une extension de 6.3 MW avec l'addition d'une seconde batterie d'une capacité de 8.25MWh. La construction de 19 turbines éoliennes, chacune d'une puissance produite de 16 MWc, a déjà commencé. Tous ces engagements font partie des efforts déployés par Rio Tinto pour réduire les émissions de carbone dans l'ensemble de ses activités au niveau mondial.

#### **On dit que 2024 sera difficile pour l'industrie, est-ce également le cas pour QMM ?**

C'est vrai. Vous savez que notre produit principal est l'ilménite, qui sert principalement à produire le pigment blanc utilisé dans l'industrie de la peinture. À cause des récentes crises internationales, la consommation mondiale de peinture a diminué, des usines de fabrication de ce produit ferment alors que l'offre mondiale d'ilménite demeure soutenue. Espérons que la reprise sera au rendez-vous en 2025.

#### **Comment allez-vous faire face à ce marché morose?**

Il n'y a pas de solution magique vous savez, il faut maximiser la productivité et produire « la tonne au meilleur prix ». C'est une question d'optimisation de notre manière de travailler, avec une maîtrise des coûts d'exploitation les plus lourds et la gestion optimale des contrats de fournitures de biens et de services. Au final, nous sommes confiants que c'est en équipe, avec nos employés, contractants et parties prenantes que nous allons traverser cette période difficile. M. Tremblay, parlez-nous de votre expérience à Madagascar. C'est la plus belle aventure professionnelle et personnelle que j'ai vécue. Ce pays a beaucoup de potentiel et les Malgaches méritent que le secteur privé, les sociétés civiles et le secteur public travaillent main dans la main, avec eux, pour développer Madagascar, de manière responsable et durable. Enfin, je ne crois pas qu'il existe de plus bel endroit au monde que Fort-Dauphin pour diriger une opération minière de cette envergure !

## **Volobe amont : Préparation du projet hydroélectrique sur la bonne voie**

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 06 FÉVRIER 2024

**Le projet Volobe Amont est dans une phase de pré-construction. Après la signature des contrats de concession et d'achat en 2023, les investisseurs affichent un intérêt croissant durant les discussions actuellement en cours, selon notre source auprès de la CGHV.**

Le projet d'aménagement hydroélectrique de Volobe amont, initié par l'État malgache, progresse avec assurance vers sa prochaine phase de construction. Cette initiative vise à renforcer l'accès à une électricité fiable et respectueuse de l'environnement pour la population de Madagascar. Après des années de préparation et de négociations, le projet se prépare maintenant à franchir une étape cruciale dans son développement. Initialement lancé

pour répondre aux besoins croissants en énergie électrique à Madagascar, le projet de Volobe amont a réussi à attirer l'attention d'investisseurs locaux et panafricains de renom. Les contrats de concession et d'achat, signés en mai 2023 en présence de la Présidence de la République malgache et des autorités gouvernementales, ont marqué le début d'une collaboration prometteuse.

#### **Nouvelle phase.**

Après sept années dédiées au développement, comprenant des études techniques approfondies et des évaluations socio-environnementales rigoureuses, le projet entre désormais dans une phase de pré-construction d'une durée approximative de deux ans. Cette étape exige une coordination minutieuse, impliquant le renforcement

de l'équipe sur le terrain, le processus de sécurisation foncière, la finalisation des contrats de travaux, et le bouclage financier. Cette phase de pré-construction revêt une importance capitale, concentrant l'attention de l'État malgache et de ses partenaires financiers sur la nécessité de mener à bien cette entreprise d'envergure. C'est un moment crucial où chaque détail compte, où chaque aspect du projet doit être soigneusement planifié et exécuté pour garantir son succès à long terme.

#### **Discussions en cours.**

Dans le cadre de cette évolution, il est naturel de constater un intérêt croissant de la part des investisseurs pour le projet. Des discussions sont actuellement en cours avec de potentiels investisseurs, signe tangible de la confiance et de l'attrait suscités par le projet hydroélectrique de Volobe amont. Cette dynamique témoigne également de

la détermination des partenaires financiers à soutenir pleinement le développement de Madagascar. Depuis la signature des contrats, la Compagnie Générale d'Hydroélectricité de Volobe (CGHV) poursuit activement la mise en œuvre de son plan de préparation à la construction des infrastructures, bénéficiant du soutien continu de l'État malgache. Cette collaboration étroite entre le secteur public et le secteur privé illustre l'engagement collectif à faire avancer ce projet stratégique pour le développement énergétique de Madagascar. Bref, le projet hydroélectrique de Volobe amont se trouve à un tournant de son parcours. Avec une planification méticuleuse, un engagement résolu et une vision partagée, il se positionne comme un catalyseur majeur du progrès économique et social de Madagascar, offrant un avenir plus lumineux et durable pour ses habitants.

## **Reverdissement national : Forte implication du secteur privé**

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 06 FÉVRIER 2024

**Le président de la République Andry Rajoelina a sollicité toutes les parties prenantes à œuvrer ensemble pour la préservation de l'environnement.**

Raison pour laquelle, le chef de l'Etat s'est fixé comme objectif de planter 300 millions de jeunes plants sur une superficie de 700 000 ha pour cette campagne de reboisement. En effet, « reboiser, c'est restaurer l'environnement et régénérer la vie », selon son leitmotiv.



Conscient de ce geste écologique qui plus est un devoir et un engagement de chaque citoyen envers la nation, une forte implication du secteur privé est observée en vue de contribuer au reverdissement national. À titre d'illustration, les sociétés UNIBISC et UNIPRO ainsi que UNIFOODS, appartenant au groupe HV Industries ont répondu à l'appel solennel lancé tout récemment par le président de la République pour atteindre cet objectif. « Ensemble, nous

pouvons contribuer à la préservation de notre environnement et offrir un héritage durable aux générations futures », a enchaîné le numéro Un de l'Etat dans sa vision.

#### **Services écologiques.**

Dans le cadre de la mise en œuvre de leurs activités de Responsabilité Sociétale d'Entreprise (RSE), il y a eu ainsi une grande mobilisation de ces opérateurs économiques avec leurs 1 550 collaborateurs dirigés par le président directeur général du groupe, en la personne de Sanjeev Hematlal dans la commune de Fihaonana, samedi dernier. Ils ont ainsi mis en terre 15 000 jeunes plants de différentes espèces dont entre autres, de l'acacia, de l'eucalyptus et du frêne. Il est à rappeler que ces entreprises ont participé activement au reverdissement de la nation par le biais de la réalisation des projets de reboisement au niveau des Collectivités Territoriales Décentralisées depuis 2017. Pour ce faire, elles travaillent ainsi en étroite collaboration avec des communes d'implantation de leurs projets ainsi que l'équipe technique du ministère en charge de l'Environnement et du Développement Durable. Ces projets de RSE contribuent également au développement des communautés locales étant donné que celles-ci sont mobilisées et impliquées dans le suivi et le contrôle de l'évolution de la plantation. D'aucuns reconnaissent les avantages tirés de ces actions écologiques visant à reverdir la nation. Il s'agit notamment des services écologiques tels que la résilience face au changement climatique, que procurent les forêts une fois restaurées dans le pays. En effet, Madagascar n'est pas épargné par les effets néfastes de ces dérèglements climatiques.

## **Varuna Biodiversité: « Baobabs at Dawn » de David Mahasetra remporte le premier prix**

ARH. | LES NOUVELLES | 06 FÉVRIER 2024

Dans le cadre d'un effort de sensibiliser de la jeunesse en matière de préservation de l'environnement, le programme Varuna, financé par l'Agence française de développement et coordonné par Expertise France, a organisé un concours photo intitulé « Varuna Biodiversité » à la fin de l'année 2023 sur le thème « L'humain au Cœur de la Biodiversité », réservé aux étudiants de l'enseignement supérieur de la région, y compris Madagascar, l'Union des Comores, Maurice,

les Seychelles, La Réunion et Mayotte. Quatre étudiants malgaches ont brillé par leur créativité et leur engagement envers la cause environnementale. Le grand gagnant, David Mahasetra, a remporté le premier prix avec sa photographie intitulée « Baobabs at Dawn ». Le deuxième prix a été décerné à Aroniaina Falinirina pour sa photo intitulée « Suivi Ecologique en Milieu Marin ». La troisième place revient à Michel Rahajanirina avec son cliché « Pêcheur d'Algues ».

Enfin, le Prix coup de cœur a été attribué à Tantely Enzo Zald Karim pour sa photo intitulée « Chutes de la Lily ». Hier, l'équipe Varuna a remis aux quatre lauréats, des lots comprenant un appareil pour le grand gagnant, un smartphone, des abonnements logiciels et plus encore. Pour la cheffe de projet Varuna, « Cette compétition vise non seulement à récompenser les talents photographiques exceptionnels, mais a également renforcé les liens entre la science, la société et la préservation de l'environnement

dans cette magnifique région de l'océan Indien. « Près de 40 participants de tout l'océan Indien ont concouru pour capturer l'essence de la coexistence harmonieuse entre l'homme et la nature », a rapporté Blanche Gomez, cheffe de projet Varuna. Chaque participant pouvait soumettre cinq photos. Et les œuvres primés, témoignages visuels de la richesse de la biodiversité régionale, ont été exposées dans la grande salle du Musée de la Photographie à Andohalo.

## Exportation : L'UE relève le taux de nicotine dans la vanille

| L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 07 FÉVRIER 2024

**Une décision salubre pour la vanille malgache. Après d'intenses lobbying effectués par le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, l'Union européenne vient de ramener à 0,3 mg/kg le taux de nicotine toléré dans la vanille.**

Ça sent bon pour la vanille. Les efforts consentis par le ministre de l'Industrialisation et du Commerce, Edgard Razafindravahy, ont porté leurs fruits. Par une décision parue dans le journal officiel de l'UE, la Limite Maximale de Résidus a été maintenue à 0,3mg/kg pour la vanille. En terme plus simple le taux de nicotine toléré pour la vanille a été ramené à 0,3 mg/kg. C'est le résultat d'une longue et difficile bataille. En 2023, l'Union européenne avait pris une nouvelle réglementation ramenant de 0,3 mg à 0,02mg/kg pour protéger la santé des consommateurs européens. La décision aurait dû être appliquée en septembre 2023 mais Madagascar avait bénéficié d'un sursis de cinq mois. L'échéance arrivait à terme au mois de janvier. Cette mesure concernait plus de 50% de la production malgache. La vanille rapporte à l'État en moyenne chaque année 600 millions de dollars pour 2400 tonnes de gousses exportées. C'est dire la place occupée par la vanille dans la balance commerciale du pays. Il fallait donc agir coûte que coûte et vite.

### Conséquences

Dès le mois d'août 2023, une réunion en vision conférence avec la Commissaire européenne à la santé et à la protection des consommateurs, Stella Kyriakides, a été organisée par la ministre des Affaires étrangères, Yvette Sylla, le ministre de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation, Edgard Razafindravahy, et le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Harifidy Ramilison. Les



responsables malgaches ont souligné les conséquences que pourrait avoir cette nouvelle réglementation au niveau social et économique. La Commissaire européenne a pris conscience de l'importance des impacts de cette mesure pour Madagascar. Côté malgache, un task force réunissant les techniciens des trois ministères a été mis en place. Une délégation du secteur privé s'est déplacée en Europe. Les chancelleries européennes accréditées à Madagascar ont été sensibilisées. Et mardi le Parlement européen a modifié les limites maximales des résidus concernant les épices fruits et les épices graines. Selon les informations provenant des producteurs, une baisse sensible de la production est constatée lors de cette campagne. Le changement climatique ainsi que la baisse du prix de la vanille en ont été les causes selon les planteurs. À quelque chose malheur est bon, cette baisse de la production devrait faire remonter le prix après des péripéties malheureuses. Que demande le peuple ?

## Lutte contre l'inflation : Décisions attendues de la Banque centrale

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 07 FÉVRIER 2024

Un rendez-vous devenu incontournable. Tous les trois mois, le Comité monétaire de la Banque centrale décide de modifier ou non ses corridors d'intérêt. Comme ses dernières appréciations remontent au 7 novembre, il est attendu ce jour de sa part des déclarations en ce sens. D'autant que les deux principaux bailleurs de fonds, en termes d'influence, que ce sont le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, à travers des réunions techniques avec des ministres et des membres de leur staff, ont pu tâter le pouls de la situation actuelle. Le 7 novembre, la Banque centrale a maintenu ses taux directeurs fixés trois mois auparavant. Soit, le taux des facilités de dépôt à 9,00%; et le taux des facilités de prêt marginal à 11,00%. Ces outils financiers

sont destinés à lutter contre le taux d'inflation qui a dépassé les deux chiffres au début de l'année passée. Comme il a été constaté une dérive progressive de cette tendance, la Banque centrale a gardé ses positions. Le gouvernement a fait part auprès de la Banque mondiale, d'une prévision de 7,7% de taux d'inflation, en glissement annuel pour 2024. Aussi, de trois choses l'une. La Banque centrale augmenterait ses pressions financières, ce qui serait en contradiction avec les prévisions gouvernementales, soit elle les maintiendrait à leur niveau du 7 novembre, et pourquoi pas les réduire. Des responsables des banques primaires ont exprimé leur inquiétude que « cette obsession à lutter contre l'inflation par des mécanismes financiers

contraignants ne se fasse au détriment de la relance économique nécessitant des investissements conséquents pour être efficace ». Les tensions politiques au dernier trimestre 2023 ont fait naître des inquiétudes dans le milieu

économique et financier. L'orage est passé et le pays fait cap sur d'autres objectifs. D'où l'importance de l'analyse et des déductions de la Banque centrale.

## Secteur minier : La réouverture de Base Toliara de nouveau sur le tapis

R. EDMOND.. | MIDI MADAGASCAR | 07 FÉVRIER 2024

**Les projets miniers en suspens seront débloqués. Le Premier ministre Christian Ntsay l'a annoncé durant la présentation de la politique générale de l'Etat devant le Parlement.**

Mieux, en misant notamment sur le secteur minier pour parvenir à ses objectifs de relance économique, l'État évoque le lancement d'une vingtaine de projets dans les cinq années à venir.



### Plus qu'indispensable

En attendant les détails de ces nouveaux projets attendus pour booster l'économie, les projecteurs sont de nouveau braqués vers les investissements en suspens, notamment Base Toliara dont la réouverture est plus que jamais souhaitée par l'opinion. Le ton a été donné du côté d'Anosikely où des Sénateurs ont lancé un appel au gouvernement pour que ce dernier prenne les dispositions qui s'imposent pour la relance de ce projet. Pour les élus de la Chambre haute, cette réouverture est plus qu'indispensable dans la mesure où Base Toliara est non seulement un projet qui crée des

milliers d'emplois directs et indirects, mais également ses impacts positifs sur la vie socio-économique du pays sont innombrables. Dans la région Atsimo Andrefana notamment, les activités de Base Toliara ont un impact direct sur les autres secteurs économiques comme la construction, le transport, le commerce, l'habillement, la restauration, l'hôtellerie... On rappelle d'ailleurs qu'avant sa suspension, Base Toliara était un projet grâce auquel de jeunes tuléarois ont pu être formés et leur permettant de trouver des emplois prometteurs.

### Forte mobilisation

Autant de raisons qui ont permis aux élus de militer pour la réouverture dans les plus brefs délais de Base Toliara. À l'instar du sénateur Tsiebo Mahaleo qui a rappelé que « certains politiciens mal intentionnés ont usé de tous les moyens pour dénigrer Base Toliara ». Et pourtant, selon ce parlementaire originaire de la région d'implantation de Base Toliara, il y a beaucoup plus de partisans que d'opposants au projet. On rappelle d'ailleurs, sur ce point, la forte mobilisation de la pro-réouverture de Base Toliara lors des festivités du 26 juin 2022. Le sénateur Nicolas Rabemananjara est également intervenu en faveur de cette réouverture. Une reprise des activités qui a de fortes chances d'être effective puisque l'Exécutif travaille visiblement sur le dossier. En effet, le ministre des Mines et des Ressources stratégiques, Olivier Rakotomalala a laissé entendre, en réponse aux sollicitations des sénateurs que « des discussions sont déjà engagées avec des représentants de Base Toliara en vue de la réouverture du projet ». Une réouverture qui sera d'autant plus facile à mettre en œuvre quand on sait que Base Toliara est un projet déjà à un état avancé et qu'il dispose de toutes les autorisations requises.

## Madagascar – Suisse: pour l'amélioration du secteur ferroviaire

LUC ANDRINIAINA.. | LES NOUVELLES | 07 FÉVRIER 2024

Lors des échanges dans le cadre d'une visite de courtoisie de l'ambassadeur suisse Rolf Stadler, auprès du ministre des Transports et de la météorologie (MTM), Valéry Ramonjavelo, à Anosy lundi, le renforcement de la coopération entre Madagascar et la Suisse dans le secteur ferroviaire, a été abordé, notamment le train urbain. « Des échanges réguliers entre les professionnels des deux pays seront en vue », indique le MTM. A rappeler que « les rames

utilisées pour le projet train urbain ont été acquises auprès de la Suisse », a expliqué le ministre. Et d'ajouter « le train urbain a une importance stratégique dans le contexte de la croissance économique et du désengorgement des routes de la capitale ». De son côté, l'ambassadeur de Suisse a partagé l'expérience de son pays en matière d'efficacité, de durabilité et d'innovation dans le secteur ferroviaire.

## Madagascar – Pnud: Revue du Programme Pays

ARH. | LES NOUVELLES | 07 FÉVRIER 2024

Le gouvernement malgache, en collaboration avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) Madagascar, organise un atelier conjoint visant à revoir le Programme de coopération (CPD) pour la période 2021-2023 et à présenter le nouveau cycle programmatique

2024-2028, hier et ce jour au Novotel Alarobia. A cette occasion, les deux parties réaffirment leur engagement mutuel d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) et l'émergence du pays, ainsi que de concrétiser la Politique générale de l'Etat (PGE). Le ministère de l'Economie

et des finances (MEF), représenté par son secrétaire général, Andry Ramanampanoharana, a souligné dans son discours l'engagement du gouvernement malgache en faveur du nouveau cycle du CPD 2024-2028. Il a également salué l'engagement du Pnud pour le développement du pays. Pour sa part, la représentante résidente du Pnud à Madagascar, Natasha Van Rijn, s'est dit confiante dans cette collaboration fructueuse pour que ce nouveau cycle soit

un succès. Le premier jour de l'atelier a permis de dresser un bilan des réalisations du CPD 2021-2023, notamment dans les domaines de la gouvernance démocratique, de la croissance inclusive et du renforcement de la résilience économique régionale. Ce jour, les discussions porteront sur les étapes à venir, notamment le processus d'élaboration du CPD 2024-2028, les éléments du nouveau cycle et les méthodes de mise en œuvre.

## Indicateurs majeurs : Une réserve en devises plutôt confortable

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 FÉVRIER 2024

Un satisfecit au milieu des interrogations. Selon la Banque centrale dans sa note intitulée « Situation récente et perspectives » à fin décembre 2023, les réserves officielles de change se sont établies à 2 642,5 millions de dollars US, représentant 5,8 mois d'importations, contre 2 130,9 millions de dollars US à fin décembre 2022, soit l'équivalent de 4,2 mois d'importations. Un tel constat ne peut que rassurer le milieu des affaires, très sensible aux moindres convulsions monétaires. Le mot « officiel » prend ici une connotation importante à cause du non-rapatriement des devises issues des exportations. D'autant que, selon toujours ce rapport de la Banque centrale « du côté des exportations, les recettes des principaux produits phares ont reculé. Les exportations de vanille ont diminué de 49,6 % à la suite de la réduction de 38,8 % du volume et de 17,6 % du prix moyen. De même, les recettes de girofle ont été réduites de 9,6 %, dues à la baisse de 14,7 % du volume et ce, malgré la hausse de 6,0 % de son prix moyen. Les exportations des « entreprises franches » se sont repliées de 5,4 % du fait

de la diminution de leur prix à l'international (-8,4 %), le volume ayant augmenté de 3,3 % sur la période. Quant aux exportations de « cobalt » et de « nickel », les manques à gagner ont été respectivement de 48,2 % et de 5,8 %, principalement attribuables aux baisses respectives de leurs prix à l'international de 50,4 % et de 7,0 %. Cependant, certains produits tels que le « minerai de titane » (+27,1 %) et le « minerai de zirconium » (+8,5 %) ont vu leurs recettes s'améliorer ». Pour compenser ces déficits en série « une aide à la balance des paiements de 65,1 millions de dollars US a été débloquée dans le cadre du programme Facilité Élargie de Crédit (FEC) avec le FMI. De même, d'importants achats nets de devises de 304,8 millions de dollars US ont été réalisés par BFM sur le Marché interbancaire de devises, MID ». Il ressort ainsi que l'économie de Madagascar est tributaire des transactions commerciales internationales. La mondialisation n'a jamais été aussi impitoyable que ces dernières années.

## Parité monétaire : L'euro limite la casse, le dollar stagne

ERIC RANJALAHY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 08 FÉVRIER 2024

Une accalmie s'installe. Au Marché interbancaire de devises, MID. L'euro qui a flirté avec la barre des 5000 ariary pendant quelques jours a perdu de sa superbe depuis le début du mois de février. Avant-hier, elle a été cotée à 4873 ariary pour gagner deux points hier. De même que le dollar qui s'échangeait à 4533 ariary mercredi, a clôturé la séance d'hier à 4535 ariary sur l'échelle des valeurs transactionnelles du MID. Le billet vert louvoie dans cette bande depuis des jours. Ces évaluations étant indicatives, il n'est pas question de sauter au plafond ou descendre dans la rue pour fêter un quelconque exploit ; comme ceux

réalisés par les Barea à la CAN 2019 en Égypte. Mais cette relative stabilité des changes monétaires peut se répercuter sur l'évolution économique et vice-versa. La lutte contre le non-rapatriement des devises issues des exportations va gagner en intensité et les projections de la Banque centrale, d'une objectivité certaine, devraient plaider pour une croissance économique tangible. Malgré un contexte international mêlant doutes et incertitudes, Madagascar a de belles cartes à jouer sur le tapis vert de l'économie mondiale.

## Formation en pisciculture : Un engouement manifeste à Imorona, région Analanjirofo

ANTSA R. | MIDI MADAGASCAR | 08 FÉVRIER 2024

À Imorona, dans le district de Mananara Avaratra, la récente formation sur la pisciculture a suscité un vif intérêt parmi les agriculteurs locaux. Organisée par la direction régionale de la Pêche et de l'Économie bleue, cette session a rassemblé 74 participants, auxquels s'ajoutent des figures importantes telles que le chef de district, le chef de cantonnement, le maire d'Imorona et d'autres autorités locales. La présence massive des paysans à cette formation témoigne de leur volonté de diversifier leurs sources de revenus et de s'engager dans des activités économiques prometteuses. Conscients des potentialités offertes par la

pisciculture, les bénéficiaires ont exprimé leur désir de voir la formation se poursuivre, afin d'améliorer leurs pratiques et d'optimiser leur rentabilité. La pisciculture représente ainsi une opportunité tangible pour les communautés locales de dynamiser leur économie et d'assurer leur sécurité alimentaire. Dans une région où les ressources naturelles jouent un rôle crucial, l'initiative de la direction régionale de la Pêche et de l'Économie bleue revêt une grande importance pour le développement durable et la prospérité des habitants d'Imorona et de ses environs.

## Commerce et distribution : Grand retour des boissons Coca-cola sur le marché malgache

R. EDMOND. | MIDI MADAGASCAR | 08 FÉVRIER 2024

**Depuis la fin de la coopération avec la Star, le groupe Habibo a été la première société à se prononcer pour la reprise de la coopération pour la distribution des produits Coca-cola.**

Les amateurs de coca-cola peuvent maintenant se réjouir puisque cette boisson sera de nouveau disponible en grande quantité sur le marché malgache. Le groupe Habibo devient en effet l'embouteilleur officiel exclusif de Coca-cola à Madagascar.



### Marque forte et innovation

C'est la firme The Coca-Cola Company elle-même qui l'a annoncé, hier dans un communiqué. « Fidèle à sa stratégie de se focaliser sur l'élaboration de marques fortes et l'innovation, tout en confiant à ses partenaires embouteilleurs la gestion opérationnelle des marchés, Coca-cola s'est toujours distingué comme une marque globale travaillant en étroite collaboration avec des embouteilleurs indépendants », indique Coca-cola dans ce communiqué. La compagnie d'ajouter : « Chaque relation que nous entretenons avec nos embouteilleurs est spécialement conçue pour s'adapter aux particularités de chaque marché où nous opérons ». Dans le

cas particulier de Madagascar, justement, l'objectif de Coca-cola « a constamment été de pousser son organisation vers des sommets de performance et de croissance pérenne ». C'est dans cette optique que Coca-cola a pris la décision de renforcer son partenariat avec le groupe Habibo. Ce sera dorénavant Habibo Beverages, une filiale du groupe Habibo qui prendra en charge, la production, la distribution et la commercialisation de l'ensemble des produits de la marque Coca-cola dans tout Madagascar. Depuis le 1er février, les marques Coca-cola, Fanta et Sprite des formats 350 cl et 1,5 l sont fabriquées localement.

### Irréprochable

Pour sa part, Habibo Beverages rassure les consommateurs en annonçant qu'il fournira un service client irréprochable, tout en se concentrant sur l'implémentation d'une stratégie orientée marché et l'exécution efficace de projets à l'échelle nationale. « Ce partenariat à Madagascar est un témoignage de notre volonté continue d'investir et de créer des emplois localement, affirmant ainsi notre engagement soutenu envers le développement économique et social de chaque communauté au sein de l'île », conclut The Coca-Cola Company, dans son communiqué. En tout cas, la distribution des produits de The Coca-Cola Company est entre de bonnes mains quand on sait que le groupe Habibo figure parmi les leaders dans les secteurs de l'alimentation et de la boisson. On peut citer, entre autres, les produits distribués par l'entreprise : le lait Candia, le jus de fruit de la marque Le Fruit. Le groupe est également dans la grande distribution depuis qu'il a repris les grands magasins Shoprite devenus Super U grâce au partenariat avec ce grand opérateur français de la grande distribution. D'ailleurs, depuis hier, les rayons des magasins U ont commencé à proposer les boissons Coca-Cola. Pour le grand bonheur des amateurs de ces boissons mondialement connues de la multinationale américaine.

## Commerce international : Les huiles essentielles malgaches séduisent les Japonais

MAMINIRAINY. | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 09 FÉVRIER 2024

**Les huiles essentielles malgaches font sensation sur le marché japonais, où elles restent largement sous-estimées. Cependant, de récentes avancées laissent entrevoir des opportunités de partenariat prometteuses.**

La représentation des huiles essentielles malgaches lors du salon international Cosme Tech à Tokyo en début de mois a marqué un tournant. Sous la direction d'Adolphe Samsidine, président de la plateforme des huiles essentielles de Nosy Be, une quinzaine de variétés, dont l'ylang-ylang, la vanille, les poivres, le saro et le katrafay, ont été présentées, attirant l'attention des acteurs japonais. Des discussions ont été engagées entre les producteurs malgaches et les industriels japonais, débouchant sur des perspectives de partenariat. « Les huiles essentielles de Madagascar demeurent largement méconnues au Japon, ce pays qui importe ses huiles des Philippines alors que ces précieuses essences malgaches offrent une qualité supérieure », souligne Adolphe Samsidine. Une délégation japonaise est

prévue se rendre à Nosy Be en avril prochain. L'objectif sera d'évaluer sur le terrain la qualité et la quantité des gisements malgaches en matière d'huiles essentielles, ouvrant ainsi la voie à de nouveaux partenariats et à une valorisation directe des produits locaux.

### Croissance

Les produits malgaches, notamment les poivres, le saro et le katrafay, sont bien positionnés par rapport à ceux d'autres pays exportateurs vers le Japon, estime le patron des professionnels d'huiles essentielles de Nosy Be. Cette opportunité pourrait permettre de diversifier les exportations malgaches et de renforcer leur présence sur le marché international. Les huiles essentielles ont connu une croissance significative depuis les cinq dernières années, tablant sur un chiffre d'affaires de plus de 230 millions de dollars en 2022 selon les chiffres du Groupement des exportateurs d'huiles essentielles, extrait et oléorésine de Madagascar (GEHEM), dépassant ainsi les 140,5 millions de dollars de 2020. Selon les prévisions du groupement,

cette industrie devrait même dépasser le seuil du milliard de dollars, et générant un million d'emplois, d'ici 2030. Actuellement, plus de 70 % des huiles essentielles malgaches sont exportées en France, principalement sous forme brute. Cependant, cette intermédiation fait de la France le premier producteur mondial d'huiles essentielles, reléguant Madagascar à l'ombre de sa propre production.

Pour l'ylang-ylang, par exemple, plus de soixante tonnes sont envoyées en France chaque année. Par ailleurs, à Nosy Be, la situation est particulièrement préoccupante pour les planteurs d'ylang-ylang et les producteurs d'huiles essentielles dérivées de cette plante. La chute significative des prix de ce produit a conduit de nombreux acteurs à abandonner leurs activités.

## Secteur de l'Artisanat : Affichage d'une liste des produits autorisés à l'exportation au niveau des aéroports

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 09 FÉVRIER 2024

**Le ministre en charge du Tourisme et de l'Artisanat Joël Randriamandranto continue de faire une descente sur le terrain en se rendant cette fois-ci au marché artisanal de la Digue, situé au croisement vers Ambohitrimanjaka.**

« L'objectif consiste à discuter avec les artisans locaux les contraintes liées au développement du secteur tout en recherchant conjointement les axes d'amélioration permettant de valoriser l'art malgache et de promouvoir l'artisanat en général », selon les explications du ministre de tutelle. Lors de cette rencontre, les artisans ont soulevé leurs préoccupations. Ils ont évoqué entre autres, le problème d'accès aux matières premières de qualité ainsi que la recherche de débouchés à leurs produits finis. En outre, ils réclament la facilitation de la sortie des produits artisanaux achetés par les touristes sur leur marché, au niveau des aéroports. Conscient de ces divers problèmes rencontrés par les artisans, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat Joël Randriamandranto a avancé des solutions qui ont été prises de commun accord entre les deux parties. Il s'agit notamment de l'affichage de la liste des produits artisanaux autorisés à l'exportation, au niveau de tous les marchés artisanaux et les aéroports. « Ce qui permettra d'éviter la désinformation tout en prévenant la corruption », a fait savoir le ministre de tutelle.

### Améliorer leurs infrastructures

En outre, « les textes réglementaires régissant l'exportation des produits artisanaux seront également diffusés au grand public pour une meilleure transparence », a-t-il rajouté. Les voyageurs tant nationaux qu'internationaux qui partent à l'étranger n'auront plus ainsi de souci quand ils transportent dans leurs bagages des produits artisanaux en guise de souvenirs de Madagascar. Les artisans au marché d'Ambohitrimanjaka n'ont pas caché leur satisfaction sur cette visite inopinée de leur ministre de tutelle. Ils se disent ainsi être prêts à se mobiliser pour contribuer au développement de l'artisanat et valoriser le « Vita Malagasy »,

ainsi qu'améliorer leur infrastructure en vue de faire ce marché artisanal un haut-lieu de l'artisanat malgache. Ce qui leur permettra de bien accueillir les touristes surtout internationaux qui constituent leurs principaux clients.



### Sécuriser les ressources

Parlant de l'accès aux matières premières, le ministre en charge du Tourisme et de l'Artisanat prévoit d'organiser prochainement des descentes dans les principaux marchés se spécialisant dans ce domaine. Des rencontres avec les ministères concernés pour ne citer que l'exploitation de bois ou des pierres et bien d'autres ressources naturelles, seront également planifiées. Il est à noter que le ministre Joël Randriamandranto a déjà effectué une visite stratégique dans un atelier d'artisanat en vue d'appréhender les différentes étapes des chaînes de valeur de la production artisanale, allant de la culture des matières premières jusqu'à l'exportation des produits finis. L'objet de cette descente vise à sécuriser les ressources, valoriser le savoir-faire malgache et à promouvoir les différents métiers artisanaux. Il s'agit d'un engagement fort contribuant au développement durable du secteur de l'artisanat tout en préservant la richesse de notre patrimoine culturel, a-t-on évoqué.

## Madagascar – Egypte: pour l'industrialisation à Madagascar

LUC ANDRINIAINA. | LES NOUVELLES | 09 FÉVRIER 2024

Madagascar et l'Égypte manifestent leur volonté partagée de raffermir leur collaboration bilatérale, dans le domaine de l'industrialisation. A ce propos, l'ambassadrice d'Égypte à Madagascar, Rabab Abdelhadi, a rendu une visite de courtoisie au ministre de l'Industrialisation et du commerce (Mic), Edgard Razafindravahy, hier à Ambohidahy. Depuis son arrivée à Madagascar, il y a un an, l'ambassadrice égyptienne a eu l'occasion d'échanger avec le secteur privé. Elle a souligné à cette occasion que «des échanges avantageux entre les deux pays devraient avoir lieu, d'autant que les investisseurs égyptiens sont intéressés par Madagascar». Cependant, «les secteurs d'investissement

à Madagascar sont méconnus par les investisseurs égyptiens», a-t-elle avancé. En guise d'assurance, «les réponses à leurs questions sont déjà intégrées dans la loi sur les investissements». L'ambassadrice égyptienne est également prête à soutenir le ministère, pour la réalisation du projet one district, one factory (OdoF). Pour rappel, la construction de la future autoroute reliant Antananarivo à Toamasina est confiée à une entreprise égyptienne. «L'aboutissement de ce projet attirera non seulement les investisseurs égyptiens, mais contribuera aussi à l'amélioration du climat entrepreneurial à Madagascar», a indiqué Rabab Abdelhadi.

# Élevage : La filière bovine menacée de disparition si des solutions ne sont pas mises en œuvre

NAVALONA R. | MIDI MADAGASCAR | 09 FÉVRIER 2024

**Malade. La filière bovine continue de subir une totale désorganisation, dont les premières victimes ne sont autres que les consommateurs qui, dans certains cas, ignorent qu'ils consomment de la viande bovine dont l'hygiène est douteuse.**

Sur les étals des bouchers de quartier, les mères de famille achètent machinalement la ration quotidienne de « hen'omby » qui, à vue d'œil, semble propre à la consommation du moment et qui ne date pas d'hier.



## Déplorables

Ce que ces mères de famille ignorent, c'est que dans la plupart des cas, les viandes de zébu sont traitées dans des conditions d'hygiène déplorables. Il suffit de visiter certains abattoirs et tueries de la capitale pour constater que les normes de propreté et d'hygiène sont loin d'être respectées. « Il est vraiment dommage que les ménages consomment de la viande impropre. Les Malgaches ne méritent pas cela », s'indigne un acteur de la filière qui en appelle à plus de prise de conscience de la part des responsables de ces abattoirs. Certaines tueries dégagent, par ailleurs, des mauvaises odeurs pouvant provoquer un inconfort olfactif et des maladies respiratoires pour les riverains.

## En voie de disparition

Mais le dérèglement ne se situe pas uniquement au niveau des conditions d'abattage. La filière bovine continue également d'être le terrain privilégié de la mafia. « Une partie de la viande bovine proposée chez les bouchers peut provenir d'animaux volés et c'est dommage car le

consommateur peut ainsi être considéré comme complice de vol et de recel », fait remarquer un spécialiste de la filière. Notre interlocuteur rappelle que « si la viande de zébu, pourtant issue d'un élevage à cycle long, est moins chère que la viande de porc ou la viande de poulet, c'est bien parce que son origine n'est pas claire ». Par ailleurs, les femelles qui sont interdites à la vente sont abattues par des opérateurs sans scrupule. Vu le faible revenu que l'élevage de zébu leur rapporte, et compte tenu de l'insécurité qui règne dans la filière bovine, les éleveurs rechignent à élever les zébus. Aujourd'hui, les chiffres montrent que la Grande île ne compte plus que 6 millions de têtes de bovidés pour 30 millions d'habitants. En 1972 pourtant, Madagascar disposait encore de 12 millions de zébus pour 6 millions d'habitants. La filière est en voie de disparition et sans mesures drastiques pour la sauvegarder, elle se meurt petit à petit.

## Aménagement fiscal

L'une des solutions pour sauver la filière bovine est la mise en place d'abattoirs véritablement professionnels et respectant les normes d'hygiène et de traçabilité des animaux lors de leur acquisition. Un assainissement approfondi du secteur est également de mise. Cela concerne aussi bien les conditions d'abattage des zébus que les modalités d'élevage. Cela inclut, entre autres, l'accompagnement des éleveurs en matière de nutrition animale, la mise en place de parc ou de fermes d'engraissement de façon à gagner en volume sur chaque animal abattu, d'un programme d'insémination des zébus ainsi que le respect strict des règles comme l'interdiction d'abattage de femelles et l'abattage de mâles castrés uniquement. Une réforme de la fiscalité sur la filière apparaît aussi comme incontournable. L'existence d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 20% sur la viande provenant des abattoirs formels et respectant les normes d'hygiène et de santé rend ces produits très peu concurrentiels face à la viande provenant des abattoirs informels ou qui font fi des règles d'hygiène. Une telle réforme devrait encourager les investissements dans un secteur miné par le secteur informel et par la recrudescence des vols faute de mesures concrètes pour exiger la traçabilité des animaux à abattre.

# Solutions énergétiques durables: renforcer le rôle du secteur privé avec le soutien des Nations unies

ARH. | LES NOUVELLES | 09 FÉVRIER 2024

**Le gouvernement de Madagascar avec le soutien du Système des Nations unies, s'engage à renforcer la participation du secteur privé à la promotion de solutions énergétiques durables. A cette fin, un appel à manifestation d'intérêt est lancé pour l'octroi d'une subvention, de garanties de prêt et des prêts, ainsi qu'un mécanisme d'atténuation des risques financiers.**

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet Financement intégré pour les énergies durables (Fier), financé par le Fonds conjoint des Nations unies pour les Objectifs de développement durable (ODD) et mis en

œuvre par le Pnud, l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (Onudi) et le Fonds des Nations unies pour le capital de démarrage (UNCDF). «Le projet vise à encourager les investissements dans des projets d'énergie durable, de cuisson propre et d'efficacité énergétique», a expliqué la représentante résidente du Pnud à Madagascar, Natasha Van Rijn, lors d'une cérémonie de lancement, hier au Carlton Anosy hier, sous l'égide du ministère de l'Énergie et des hydrocarbures (MEH) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) à Madagascar et en présence de divers acteurs du secteur privé (Gem, Sim, Fivmpama...), des représentants des institutions publiques

et des partenaires techniques et financiers. «Le mécanisme d'atténuation des risques financiers, ou Derisking Facility, offre de nombreuses possibilités de financement telles que des prêts concessionnels, des garanties et des subventions basées sur les performances pour les projets développés par les petites et moyennes entreprises du secteur privé», a confirmé le secrétaire général du MEH, Thierry Andrintsoa.

#### **Un fonds catalytique de 4 millions de dollars**

Le gouvernement de Madagascar, avec le soutien financier de l'Onu à travers le Fier, prévoit de déployer un fonds catalytique d'un montant de 4 millions de dollars pour soutenir divers projets du secteur privé dans le domaine des énergies renouvelables, d'ici mars 2026. Cette initiative vise à dynamiser le développement économique et environnemental de Madagascar. Et Natasha Van Rijn a affirmé que : «Le projet Fier est considéré comme

un catalyseur de changement, offrant à Madagascar l'opportunité de diversifier ses sources d'énergie et de stimuler son développement socio-économique». Elle confirme l'engagement continu de l'organisation à accompagner Madagascar dans cette transition énergétique. Des sessions d'information détaillant les aspects techniques de l'appel à manifestation d'intérêt, ont été organisées dans le cadre de ce lancement, afin d'aider les entreprises à comprendre les opportunités de financement et les critères d'éligibilité. Des sessions d'information supplémentaires sont prévues au cours du mois de février dans différentes villes de Madagascar, notamment à Toamasina, Antsiranana et Toliara. Après la clôture de l'appel à manifestation d'intérêt ce 18 mars 2024, une évaluation approfondie des candidatures sera menée pour sélectionner les projets bénéficiant du mécanisme de réduction des risques.